

## Retour d'un long séjour en Inde

Rappel : Démocratie parlementaire- République fédérale depuis 1950 Indépendance : 15 août 1947- 28 Etats et 7 territoires- Superficie : 6 fois la France - Population : 1 milliard 200 millions  
Religions Hindouisme 82%, Islam 12%, Christianisme 2,2%, Sikhisme 1,9%, Bouddhisme 0,7%  
Taux de croissance : 7% Emplois : Agriculture 66,5%, Industrie 16%, Services 17,5%  
En dessous du seuil de pauvreté : 25% (400 millions) Espérance de vie : 63 ans Alphabétisation : 56%

\*\*\*

Dans les années 1990, j'ai sillonné l'ensemble de l'Asie à la recherche des technologies occidentales égarées en Corée, au Japon, en Chine, en Inde, en Indonésie, à Hong-Kong chez les industriels de la chaussure et de la maroquinerie de ces pays. Le repérage fut facile car il suffisait de remonter les statistiques douanières françaises faisant état d'importations de chaussures et sacs à prix cassés.

Les chiffres étaient vertigineux et les usines visitées sur place, gigantesques. J'évoluais dans les milieux « délocalisés » en Asie sans que mes anciens clients en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, ne trouvent à redire, profitant de mes services auprès des usines qu'ils pilotaient à partir de leurs « bureaux de style » restés en Europe et aux Etats-Unis.

Nous le savons : chez nous, c'est la main-d'œuvre ouvrière et son encadrement direct qui ont le plus souffert à ce moment et ce n'est pas fini.

Aujourd'hui, nos économistes appellent cela la « délocalisation par le bas ».

Déjà, à cette époque, il m'est apparu que les cols blancs en souffraient moins. Or, à présent, nous allons apprendre ce qu'est la « délocalisation par le haut ». L'essor informatique allant grandissant, **l'émergence de l'Inde d'aujourd'hui s'appuie sur la délocalisation par l'Occident des emplois qualifiés « à fort contenu de matière grise ».**

Informaticiens d'abord, puis ingénieurs, graphistes, stylistes, consultants, architectes, chercheurs, radiologues sont frappés par la concurrence de leurs collègues indiens.

Nombreux, compétents, anglophones, ceux-ci exercent leurs talents à distance grâce aux nouvelles technologies, pour des salaires défiants toute concurrence occidentale.

Pour l'Inde, affligée, contrairement à la Chine, d'une médiocre compétitivité industrielle, c'est cette main-d'œuvre, connectée au reste du monde par Internet, qu'il s'agit de promouvoir. Cette orientation est également prise par la Chine qui ne se contente plus de fabriquer des jouets et des chaussures, mais **l'Inde mise tout sur sa matière grise**. Seule l'Inde dispose aujourd'hui d'une pléiade de plus de 16 000 Instituts d'Enseignement Supérieur à travers son territoire, Nehru après l'Indépendance en 1947 en avait inauguré 900 !

Je ne parle pas ici de l'Inde d'un milliard 200 millions d'habitants, pas celle des campagnes, ni des bidonvilles, mais celle de la **classe moyenne, urbaine, éduquée et anglophone** qui compte 50 à 60 millions de personnes. Déjà en 1993, j'en voyais l'essor à Delhi ; hier, à Bangalore, nous en avons eu la confirmation.

L'Inde moderne, High Tech, branchée sur le reste de la planète 24 h sur 24, s'est installée dans un océan de pauvreté et de misère. Des îlots de béton et de verre fumé, souvent en pleine campagne brûlée par le soleil, sur quelques hectares de gazon verdoyant et de végétation tropicale n'ont rien à voir avec l'Inde que l'on traverse par une route poussiéreuse, cahoteuse en se faufilant entre les enfants aux pieds nus, les chiens errants et les vaches efflanquées, les femmes en saris occupées à des travaux de terrassement, les innombrables échoppes de guingois.

Dans les bâtiments climatisés, on est à New-York. Les cafétérias proposent tout sauf indien et un générateur électrique colossal permet d'ignorer les coupures de courant quotidiennes. A Bangalore, les chauffeurs de taxis appellent cela « The Electronic City ». Mais nous n'avons pu y accéder car pour voir des firmes telles que Alcatel -Nokia – Sony – General Electric et autres, il faut montrer patte blanche devant l'énorme portail gardé par les vigiles.

J'ajoute que les langues Hindi, Bengali... y sont bannies au profit d'un anglais impeccable.

Dans les années 1950, Nehru a mis au point un modèle de développement à planification centralisée, avec un large secteur public et des barrières douanières draconiennes ainsi qu'un système d'autorisations administratives par lequel l'Etat régulait l'augmentation et la diversification de la capacité de la production des entreprises privées. Ce système devait protéger de la concurrence internationale mais a entretenu la faible compétitivité des entreprises non exposées à la concurrence en bridant leur stratégie d'investissement. En bref, l'industrie indienne est restée affaiblie. Aujourd'hui, face à la mondialisation, **l'Etat Indien a tout misé sur la formation des élites intellectuelles et financières au détriment des infrastructures industrielles et éducatives de masse.**

Nous avons parcouru des centaines de kilomètres à travers l'Inde profonde sans voir une seule usine si ce n'est des usines de traitement de riz mais, par contre, une multitude d'Instituts d'Enseignement Supérieur entre les rizières. Hallucinant ! Eve Charrin, journaliste qui a vécu 3 ans en Inde dit : « **la matière grise est l'arme de l'Inde dans la compétition internationale** et aligne d'impressionnants bataillons : plus de diplômés que la population de la France. Mais c'est une île au milieu de l'océan d'illettrisme d'un milliard 200 millions d'habitants » .

Brève revue de détails : 343 instituts d'Enseignement Supérieur, grandes écoles et universités, et 16 000 établissements d'Enseignement Supérieur. Plus de 9 millions d'étudiants. Au total, cette formidable machine à élites produit chaque année quelques 300 000 ingénieurs, plus de 2 millions d'autres diplômés en commerce, médecine, arts.... et plus de 300 000 diplômés du 3ème cycle.

Parmi eux, beaucoup possèdent les savoir-faire qui les rendent aptes à s'insérer immédiatement sur le marché High Tech ou business process international. 28% d'entre eux, soit plus d'un million et demi de personnes sont capables de traiter à distance des tâches délocalisées par des entreprises occidentales. Loin devant la Chine (qui en 2ème position n'affiche qu'un dixième d'étudiants d'élite (727 000),

**Ce statut des élites est une caractéristique multimillénaire, celle des castes** héritées de l'Hindouisme, un système aussi stable que puissant opposé à notre morale.

Des milliers de castes se regroupent en 4 catégories principales.

D'après les textes védiques, tous les indiens descendent à l'origine d'un même homme duquel sont nés les **Brahmanes**, détenteurs de la pureté et de la connaissance, donc des intellectuels et des décideurs. Viennent ensuite les Kshatriyas, les guerriers et les rois, puis les Vaishyas, les marchands et administrateurs, puis les Shudras, paysans, artisans et domestiques astreints au travail manuel et qui n'ont pas le droit d'écouter les textes védiques sacrés. Viennent enfin les hors-castes, les parias, « intouchables », condamnés aux travaux impurs tels tannage, traitement des ordures, incinération des cadavres...

On voit que certains hommes valent infiniment plus que d'autres. Un intouchable ne devait pas poser le pied sur l'ombre d'un Brahmane, sous peine de mort. On ne sort pas de la caste dans laquelle on est né puisque cette naissance sanctionne les bons ou mauvais comportements de l'incarnation précédente et, pour arriver à la caste supérieure, il faudra attendre la prochaine réincarnation. Cette hiérarchie est vivante, actuelle. Le concept de pureté façonne la vie quotidienne indienne jusqu'aux plus éduqués.

*L'appartenance à une caste se lit dans le nom, la couleur de la peau, le comportement.*

La société indienne s'organise selon des règles complexes : jamais un maître ne s'abaisse à des tâches dégradantes. Le domestique lui-même sous-traite une tâche indigne à un autre de caste inférieure. Ces règles restent inintelligibles à un observateur occidental. J'ai eu beaucoup de mal à admettre ce jeu quand, sur Air India, à l'arrivée à Londres, j'ai dû enjamber des monceaux de détritrus pour sortir de la travée entre les sièges : seules les hautes castes voyagent en avion et leurs propres déchets ne sont pas leur problème.

L'Hindouisme n'a pas d'Eglise organisée, pas de texte central comme la Bible, le Talmud, le Coran, et compte une multiplicité de dieux ; bref, cette religion relie peu.

Au contraire, l'obsession hindouiste de la pureté se traduit par un individualisme forcené, le salut vient de la purification personnelle, du repli, de l'évitement. L'autre est celui qui pollue. Le concept chrétien du prochain, comme le concept démocratique du semblable, sont étrangers. L'Hindouisme ignore la charité, essentielle dans les univers chrétiens et musulmans. D'où une tendance permanente au repli, une indifférence sidérante au monde extérieur. Dans l'idéal hindou, rien ne relie à l'autre. Plus que la pauvreté, **cette indifférence est ce qui choque d'abord les étrangers.** Pour preuve, cette déclaration étonnante d'une jeune mère « Upper Class » rencontrée avec son fils à l'un des squares de la ville : « ce square est très sale », regrette-t-elle « et il n'y a pas de jeux pour les enfants... et puis, il n'y a pas d'enfants ». Je ne comprends pas : nous sommes entourés d'enfants qui courent partout, rient et crient, jouent au criquet avec des battes improvisées. « Mais... tous ces enfants ? ». « Ah non ! eux, ce sont les domestiques. ». C'est-à-dire des enfants de domestiques, issus de surcroît de basses castes. Pour la bourgeoisie indienne, ils n'existent pas.

**Indifférence à la saleté** : un hindou très pieux va se purifier dans les eaux sacrées du Gange, suprêmement indifférent à la pollution d'un fleuve qui charrie autour de lui ordures et cadavres. Seul compte l'accomplissement des gestes nécessaires au salut personnel.

C'est ainsi que des gens éduqués rejoignent leurs maisons en enjambant les ordures devant leur pas-de-porte, voire en contournant des corps malades étendus sur le trottoir défoncé : c'est « son » karma, non le mien. Il subit ce qu'il a mérité dans une vie antérieure.

Les hautes castes ne représentent que 5% de la population, mais constituent l'essentiel de ce qu'on appelle en Inde la « middle class » (50 à 60 millions de personnes). Il faut rappeler aussi qu'au principe de la hiérarchie des castes, la pureté se confond avec la connaissance ; donc les hautes castes se réservent l'acquisition des connaissances. L'éducation a toujours été, en particulier pour les Brahmanes, un moyen de perpétuer leur suprématie, eux qui ont le monopole des anciens textes sacrés. Mais on ne rompt pas aisément avec les vieilles habitudes.

Dans une économie fermée, précédemment, la pauvreté de masse était une entrave majeure au développement économique de l'Inde puisque les entreprises locales manquaient à la fois de main-d'œuvre de qualité et de débouchés pour leurs produits. C'est pourquoi les dirigeants indiens poursuivaient une politique d'autosuffisance voulue par Nehru.

Cette époque est révolue et la pauvreté de masse n'est plus un frein à la croissance économique.

L'Inde a fait l'impasse sur une révolution industrielle qui aurait pu créer pour ces paysans des dizaines de millions d'emplois ouvriers mieux payés que les travaux des champs. Elle est passée directement à une économie de services à fort contenu en matière grise visant l'exportation.

Puisque les débouchés sont mondiaux, il n'est pas indispensable, d'un point de vue économique, d'inclure les campagnes déshéritées à cette croissance. Pourquoi faire ?

Mais cette inégalité n'est pas seulement le fait de l'ouverture économique car cela paraît scandaleusement évident : sans cette inégalité, la croissance des « îles » n'aurait pas été possible en Inde. La Middle Class a besoin des pauvres pour faire des entreprises « software » indiennes ces redoutables compétitrices qu'elles sont devenues sur le marché mondial des services High Tech.

Justement parce que les artisans et paysans indiens qui les produisent sont très pauvres, les biens et services qu'ils produisent ne coûtent « presque rien » : **la vie n'est pas chère en Inde.**

C'est pourquoi, un informaticien indien de haut niveau gagne 3 ou 4 fois moins s'il travaille à Bangalore que s'il était resté à Londres. Cependant, il vit beaucoup mieux à Bangalore. En raison de des très faibles revenus des classes inférieures, il peut s'offrir une belle maison et une armée de domestiques, un luxe réservé ici aux très riches. Ce qui explique pourquoi les jeunes diplômés indiens s'en contentent volontiers, plutôt que d'émigrer pour gagner des sommes bien supérieures, mais au prix d'un niveau de vie réel dégradé. « En Occident, vous n'avez pas de domestiques » remarque cet ingénieur qui dirige une PME de logiciels. Il vient de rendre visite à son actionnaire hollandais et s'étonne : « il fait tout lui-même chez lui, il fait la cuisine, plante des clous, repeint le plafond de son appartement. Moi, si je devais vivre en Europe ou aux Etats-Unis, j'aurais du mal à m'y habituer : à la maison, jamais je ne change une ampoule moi-même ! ».

Ce paradoxe du décollage économique indien s'explique aisément. Dans les pays à bas salaires et à capacités technologiques comme l'Inde et la Chine, les revenus du travail dans le secteur exportateur ne dépendent pas de la productivité du travail, mais de celle des masses rurales. La productivité du plus grand nombre étant très basse, et ne progressant que lentement vu la taille de la population, le travail qualifié peut rester très en deçà des niveaux occidentaux. C'est le niveau de vie extrêmement bas de plusieurs centaines de millions d'indiens qui confère aux jeunes ingénieurs de Bangalore et d'ailleurs un pouvoir d'achat semblable ou supérieur à celui de leurs collègues des pays développés, pour des salaires défiant toute concurrence occidentale. C'est la pauvreté qui les entoure qui en fait, sur le marché mondial du travail qualifié, des salariés ultra compétitifs.

Nos classes moyennes en Occident sont donc, elles aussi, menacées.

Alors, quel espoir ?

Et si les élites indiennes réalisaient que leur modèle de croissance fondé sur les inégalités n'était pas soutenable ? S'ils découvraient qu'il vaut mieux extirper leurs paysans de la misère plutôt que de miser sur l'exportation massive de matière grise à prix cassé ?

Nous pourrions avoir une double raison pour les amener à cette réflexion.

Une croissance moins extravertie sur le territoire indien serait plus généreuse pour les plus démunis et moins menaçante pour nous. Des centaines de millions d'indiens constitueraient autant de nouveaux débouchés prometteurs pour les industriels locaux.

La main-d'œuvre High Tech commence déjà à se faire plus rare et certains facteurs pourraient faire croire qu'une ascension sociale des Shudras pourrait devenir pensable.

On a vu des intouchables aux études brillantes récupérés pour rejoindre les rangs de l'élitisme scolaire indien. L'élitisme se démocratiserait-il ?

Il le faut bien pour alimenter un marché du travail en plein boom et en y regardant de plus près, l'« armée de réserve » de l'Inde est largement suffisante pour maintenir les coûts salariaux bas du High Tech à l'export. **Mais la pauvreté de la majorité de la population présente le risque de bousculer les coalitions politiques et de faire perdre les élections.** Le BJP, d'orientation nationaliste hindoue considéré comme le parti des hautes castes et des milieux commerçants, l'a compris à ses dépens lors de sa défaite cinglante aux législatives de mai 2004.

Depuis, les élites dirigeantes ont retenu la leçon et reconnaissent que l'arriération des masses et l'état calamiteux des infra structures publiques pourraient bien à terme freiner la croissance économique, même celle issue du boom High Tech mais il n'est pas sûr que les élites des « îles » soient vraiment prêtes à changer de cap.

Alors ?

Un vieil ami, cinéaste et réactionnaire dans l'âme, me l'avait prédit : « *Souviens-toi que jamais une élite n'a sauvé un pays* ». C'était il y a 40 ans et il était communiste. Moi, non, mais j'étais loin de penser à quel point je serais confronté à cette vérité. Oui, mais, quelque part, je me suis aussi laissé dire que le système des castes est soluble dans le capitalisme. Mais qui oserait prétendre que l'éducation n'est pas une porte de sortie, même pour les plus démunis ? Pour eux, c'est pourtant le parcours du combattant.... pour aller droit dans le mur !

Il est difficile en Inde de démêler le vrai du faux quand on parle d'éducation. La langue de bois est de mise au sein du Gouvernement et les discours virulents des ONG font froid dans le dos et laissent peu d'espoir quant à une issue favorable à l'éducation pour tous.

Dans le paysage que nous venons de voir, le social a du mal à faire sa place. De nombreuses ONG ont émergé en Inde pour défendre les droits constitutionnels qui restent bafoués aujourd'hui : le droit à l'éducation pour tous et l'abolition des discriminations sociales.

Les instances de soutien international ont admis nécessaire l'éducation de la population afin que le pays émerge du cercle infernal du sous-développement et ont donné la possibilité au gouvernement indien de débloquer les budgets pour promouvoir l'éducation.

Mais les ambitions de la Banque Mondiale et du FMI sont loin d'être de l'ordre du social ; l'éducation est nécessaire, à leurs yeux, dans la mesure où elle crée une main-d'œuvre permettant d'absorber les connaissances et capable d'utiliser les nouvelles techniques importées d'Occident.

Or, pour former cette main-d'œuvre, il n'est pas nécessaire de développer l'enseignement secondaire ou supérieur, il suffit essentiellement d'alphabétiser la population. Le gouvernement indien a donc d'autant plus aisément pris ce parti qu'il a trouvé dans ce projet un nouveau moyen de se défaire de sa mission première : permettre l'accès à l'éducation publique à l'ensemble des enfants. Mais voyons comment le système éducatif se présente au Sud de l'Inde, dans l'Etat du Tamil Nadu où se situe notre étude. Il existe ici 4 types d'enseignement :

- l'école publique tout d'abord est gérée directement par le Gouvernement. Elle est gratuite du 1er au 12ème standard (du CP à la Terminale) et tous les cours s'y déroulent en langue tamil.
- Il existe par ailleurs 3 systèmes privés (payant) dont l'enseignement se fait principalement ou exclusivement en anglais. Le premier est géré par l'Etat Central et propose un diplôme international Le second est qualifié « d'Anglo-Indien » Et le dernier « d'éducation à l'anglaise ».

Il se dessine ainsi clairement une ligne de démarcation entre les élèves d'origine modeste contraints de suivre l'enseignement public en Tamil, dans des classes surchargées et dépourvues des infra structures élémentaires, et les plus favorisés ayant accès à une éducation en anglais et de qualité nettement supérieure, les professeurs y sont plus qualifiés et mieux rémunérés, les enfants y ont des tables et des chaises et le matériel adéquat à leur scolarité.

Au sein de l'école publique, le gouvernement prend en charge tous les enfants, indépendamment de leur situation familiale, la fourniture d'un uniforme et des livres de classe ainsi que d'un repas

quotidien. Cependant, l'uniforme n'arrive jamais avant plusieurs mois, stigmatisant ainsi davantage encore la situation des plus pauvres dépendants de ce seul uniforme.

Aux « Intouchables », le gouvernement fournit également des cahiers et stylos mais l'enjeu pour la famille est alors d'obtenir un certificat de caste témoignant de leur situation.

De fait, les fonctionnaires sont généralement des membres des castes supérieures qui refusent d'appliquer les mesures de discrimination positive votées en faveur des castes opprimées. Il faut alors bien souvent l'intervention des ONG pour que soit délivré le précieux certificat.

Aucun système de transport scolaire. Des enfants des campagnes doivent marcher près de 10 km chaque jour pour aller à l'école. Cette carence contribue à l'échec et à l'abandon scolaire.

De plus, ces écoles sont grevées d'une administration corrompue, les 4/5ème des aides publiques étant pillées au passage par des fonctionnaires sans scrupule.

Des centaines d'enseignants sont au chômage, attendant qu'un poste leur soit affecté, parfois plus de 10 ans après la fin de leurs études, alors que les classes sont surchargées et les professeurs débordés, avec 70 enfants pour un salaire dérisoire. Mais que dire du laxisme de certains de ces enseignants qui, faute d'habiter près de leur lieu de travail, se rendent à l'école pour quelques heures par semaine seulement, sous-traitant un adulte pour surveiller la classe pendant leur absence.

Pour autant que possible, ces enfants étudient jusqu'au 12ème standard au terme duquel se dresse l'université dont les frais d'inscription barrent irrémédiablement l'entrée aux élèves issus de familles modestes. Il n'existe aucun système de bourses pour ces enfants qui doivent donc entrer sur le marché du travail dès que possible. L'obtention du diplôme du 12ème standard est cependant bien loin de leur garantir un emploi du fait de leur appartenance de caste, le plus souvent.

#### **Enfin, la religion revêt une grande importance dans le système éducatif gouvernemental.**

Officiellement, aucune religion n'est enseignée à l'école afin d'assurer le respect et l'égalité de tous les élèves. Son importance demeure cependant frappante: la journée débute et s'achève par la récitation d'une prière collective sans référence à un Dieu particulier mais témoignant du fait que si chacun peut croire librement il est encore nécessaire que chacun croit en quelque chose.

Mais notre laïcité à la française sera plus heurtée encore par la pérennité de certaines pratiques dont la pertinence quant à la scolarité des enfants demeure douteuse : lors de son inscription à l'école, **chaque enfant doit indiquer sa caste et sa religion**, deux marques indélébiles qui figureront également sur sa carte d'identité et sa carte d'électeur.

De telles pratiques deviennent menaçantes lorsque des partis fondamentalistes conquièrent le pouvoir. Et c'est le cas : le parti BJP introduit une discrimination contre Chrétiens et Musulmans.

Cette discrimination s'applique dans la vie quotidienne, dans l'affectation des postes de fonctionnaires qu'un projet de loi prévoit de réserver à 90% de la population hindoue. Mais elle revêt également une forme ouvertement menaçante : tout individu reconnu coupable d'avoir converti un hindou à la religion chrétienne est ainsi depuis peu passible de 7 années d'emprisonnement et de 50 000 roupies d'amende. Et dans l'Etat de l'Orissa, le 24 décembre 2007, 5 personnes ont été tuées, 50 églises et 400 maisons de chrétiens incendiées et des faits similaires ont depuis suivi.

La discrimination qui s'applique aujourd'hui contre les Musulmans et les Chrétiens se manifeste donc avant tout dans le champ social et politique mais il arrive aussi trop souvent qu'elle entre dans le domaine scolaire par l'intermédiaire de professeurs affiliés aux partis fondamentalistes. Les enfants issus de minorités religieuses sont alors victimes de railleries ou de sanctions physiques à la moindre occasion, tandis que leur éducation est délaissée, l'enfant étant parfois tout simplement placé au fond de la classe sans que l'enseignant ne s'occupe plus de lui.

L'école est supposée obligatoire jusqu'au 10ème standard à 15 ans mais souvent abandonnée à 12-13 ans pour retourner aux champs. Justement, à travers campagnes, villages, faubourgs, centres-villes, il n'y a pas un robinet sur 1000 qui ne laisse fuir une eau trop souvent rare, jamais potable.

Même minoritaires, la classe moyenne urbaine et les propriétaires terriens aisés dans les villages ressentent de plus en plus les besoins de confort dans cette économie à peine ouverte. Ce potentiel apparaît colossal et personne n'est vraiment capable d'y répondre.

A ma proposition de projet d'Ecole Professionnelle du Bâtiment, j'ai récolté un sentiment d'incrédulité ahurie ! Mais en me voyant répondre: « école pilote », j'ai vite su qu'on avait vite compris. En effet, ce serait la seule sur le vaste horizon de l'Inde du Sud.

Il faudra viser haut : former une classe d'entrepreneurs capables de contourner le barrage des hautes castes dans une ascension sociale motivante qui ne demanderait qu'à être suivie.

Les espoirs sont légion. Une synergie d'autofinancement indispensable à l'Ecole serait induite. De l'ascension sociale découle le pouvoir social et, naturellement, celui de l'argent qui finit, on le sait, par affecter les hiérarchies traditionnelles..... et éroder le système des castes.

Je n'invente rien.

Jean-Claude